



HAL
open science

Chronique “ Philosophie morale et politique ” 2016-2017

Fabien Ferri, Caroline Guibet Lafaye, Charles Girard, Clément Mougombili,
Emmanuel Picavet, Bernard Reber, Cédric Rio

► **To cite this version:**

Fabien Ferri, Caroline Guibet Lafaye, Charles Girard, Clément Mougombili, Emmanuel Picavet, et al..
Chronique “ Philosophie morale et politique ” 2016-2017. *Revue de Métaphysique et de Morale*, 2018, 2018/1
No 97, pp.105-128. <10.3917/rmm.181.0105>. <hal-01934893>

HAL Id: hal-01934893

<https://hal.science/hal-01934893v1>

Submitted on 9 Dec 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Chronique

« Philosophie morale et politique »

2016-2017

La Chronique « Philosophie morale et politique » est réalisée pour la Revue de métaphysique et de morale par une équipe de rédacteurs. Elle est coordonnée par Caroline Guibet Lafaye et Fabien Ferri, et sous la responsabilité de ce dernier au sein du Centre de documentation et de bibliographie philosophiques de l'Université de Franche-Comté (EA 2274 CDBP-Logiques de l'agir).

1. Achen (Christopher H.) & Bartels (Larry M.), *Democracy for Realists. Why Elections Do Not Produce Responsive Government*, Princeton, Princeton University Press, 2016.
2. Audier (Serge), *La Société écologique et ses ennemis. Pour une histoire alternative de l'émancipation*, Paris, La Découverte, 2017.
3. Ayari (Michaël), *Le Prix de l'engagement politique dans la Tunisie autoritaire. Gauchistes et islamistes sous Bourguiba et Ben Ali (1957-2011)*, Paris, Karthala, 2017.
4. Baty-Delalande (Hélène) et Trevisan (Carine) (dir.), *Entrer en guerre*, Paris, Hermann, 2016.
5. Benasayag (Miguel), *Cerveau augmenté, homme diminué*, trad. fr. par Véronique Piron, Paris, La Découverte, 2016.
6. Bert (Jean-François), *Introduction à Michel Foucault*, 2^e éd., Paris, La Découverte, 2016.
7. Blanc (Nathalie), *Les Formes de l'environnement. Manifeste pour une esthétique politique*, Genève, Métis Presses, 2016.
8. Bouveresse (Jacques), *Le Mythe moderne du progrès*, Marseille, Agone, 2017.
9. Bouvier (Alban) et Künstler (Raphaël) (dir.), *Croire ou accepter ? Analyses conceptuelles et études de cas*, Paris, Hermann, 2016.
10. Brennan (Jason), *Against Democracy*, Princeton, Princeton University Press, 2016.
11. Buton (François), Lehingue (Patrick), Mariot (Nicolas), Rozier (Sabine) (éd.), *L'Ordinaire du politique. Enquête sur les rapports profanes au politique*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2016.

12. Capron (Michel) et Quairel-Lanoizelée (Françoise), *La Responsabilité sociale d'entreprise*, 3^e éd., Paris, La Découverte, 2016.
13. Châton (Gwendal), *Introduction à Raymond Aron*, Paris, La Découverte, 2017.
14. Combe (Emmanuel), *La Politique de la concurrence*, 3^e éd., Paris, La Découverte, 2016.
15. Cuche (Denys), *La Notion de culture dans les sciences sociales*, 5^e éd., Paris, La Découverte, 2016.
16. Dahl (Robert A.), *Polyarchie : participation et opposition*, trad. P. Delwit et M. Mat, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2016.
17. Dale (Gareth), *Karl Polanyi. A Life on the Left*, New York, Columbia University Press, 2016.
18. Déjacque (Joseph), *À bas les chefs ! Écrits libertaires (1847-1863)*, Paris, La Fabrique, 2016.
19. Denèfle (Sylvette) (dir.), *Repenser la propriété. Des alternatives pour habiter*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016.
20. Denord (François), *Le Néo-libéralisme à la française. Histoire d'une idéologie politique*, Marseille, Agone, 2016.
21. Dubet (François) (dir.), *Léguer, hériter*, Paris, La Découverte, 2016.
22. Esposito (Roberto), *Two. The Machine of Political Theology and the Place of Thought*, New York, Fordham University Press, 2015.
23. Esposito (Roberto), *Persons and Things. From the Body's Point of View*, Cambridge UK, Polity Press, 2015.
24. Ezorsky (Gertrude) (ed.), *Philosophical Perspectives on Punishment*, 2nd ed., New York, SUNY Press, 2015.
25. Ferrié (Christian), *La Politique de Kant. Un réformisme révolutionnaire*, Paris, Payot, 2016.
26. Flipo (Fabrice), *Réenchanter le monde : pouvoir et vérité. Essai d'anthropologie politique de l'émancipation*, préface d'André Tosel, Vulaines-sur-Seine, Éd. du Croquant, 2017.
27. François (Abel) et Magni-Berton (Raul), *Que pensent les penseurs ? Les opinions des universitaires et scientifiques français*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2015.
28. González Ricoy (Iñigo) & Gosseries (Axel) (dir.), *Institutions for Future Generations*, Oxford, Oxford University Press, 2016.
29. Guénard (Florent), *La Démocratie universelle. Philosophie d'un modèle politique*, Paris, Seuil, 2016.
30. Hawi (Rima), *John Rawls. Itinéraire d'un libéral américain vers l'égalité sociale*, Paris, Classiques Garnier, 2016.

31. Heidsieck (Charles-Benoît), *Vers la fin des arrogances ! Pourquoi dix ans de coconstruction nous donnent confiance dans l'avenir*, Paris, Dalloz, 2016.
32. Heinich (Nathalie), *Des valeurs. Une approche sociologique*, Paris, Gallimard, 2017.
33. Honneth (Axel), *Critique du pouvoir. Michel Foucault et l'École de Francfort, élaboration d'une théorie critique de la société*, Paris, La Découverte, 2017.
34. Israel (Jonathan), *Une révolution des esprits. Les Lumières radicales et les origines intellectuelles de la démocratie moderne*, trad. fr. de l'anglais par Matthieu Dumont, Marseille, Agone, 2017.
35. Keucheyan (Razmig), *Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques*, 2^e éd., Paris, La Découverte, 2017.
36. Lefébure (Pierre) et Sécaïl (Claire) (dir.), *Le Défi Charlie. Les médias à l'épreuve des attentats*, Paris, Lemieux éditeur, 2016.
37. Le Texier (Thibault), *Le Maniement des hommes. Essai sur la rationalité managériale*, Paris, La Découverte, 2016.
38. Lewis (Elsa) et Slitine (Romain), *Le Coup d'État citoyen. Ces initiatives qui réinventent la démocratie*, Paris, La Découverte, 2016.
39. Marx (Karl), *Capital et profit. Cahiers XVI-XVII des manuscrits de 1861-1863*, édition de Laurent Baronian et Henry Blomme, Paris, Classiques Garnier, 2016.
40. Milanovic (Branko), *Global Inequality. A New Approach for the Age of Globalization*, Cambridge MA, The Belknap Press of Harvard University Press, 2016.
41. Monod (Jean-Claude), *Penser l'ennemi, affronter l'exception*, 2^e éd., Paris, La Découverte, 2016.
42. Pélabet (Janie) & Escudier (Alexandre) (dir.), *Le Perfectionnisme libéral. Anthologie de textes fondamentaux*, Paris, Hermann, 2016.
43. Piron (Florence), Regulus (Samuel), Dibounje Madiba (Marie Sophie) (dir.), *Justice cognitive, libre accès et savoirs locaux. Pour une science ouverte juste, au service du développement local durable*, Québec, Éd. Science et bien commun, 2017.
44. Pleyers (Geoffrey) et Capitaine (Brieg) (dir.), *Mouvements sociaux. Quand le sujet devient acteur*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2016.
45. Raflik (Jenny), *Terrorisme et mondialisation. Approches historiques*, Paris, Gallimard, 2016.
46. Rennes (Juliette) (dir.), *Encyclopédie critique du genre. Corps, sexualité, rapports sociaux*, Paris, La Découverte, 2016.

47. Revault d'Allonnes (Myriam), *Le Miroir et la Scène. Ce que peut la représentation politique*, Paris, Seuil, 2016.
48. Rochel (Johan), *Repenser l'immigration. Une boussole éthique*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2016.
49. Rolland-Diamond (Caroline), *Black America. Une histoire des luttes pour l'égalité et la justice (xix^e-xxi^e siècle)*, Paris, La Découverte, 2016.
50. Shoshan (Nitzan), *The Management of Hate. Nation, Affect, and the Governance of Right-Wing Extremism in Germany*, Princeton, Princeton University Press, 2016.
51. Spector (Céline), *Rousseau et la critique de l'économie politique*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, 2017.
52. Stella (Alessandro), *Années de rêves et de plomb. Des grèves à la lutte armée en Italie (1968-1980)*, Marseille, Agone, 2016.
53. Terence (Mathieu), *Le transhumanisme est un intégrisme*, Paris, Cerf, 2016.
54. Thomas (Dominique), *Génération djihadistes. Al-Qaïda - État islamique : histoire d'une lutte fratricide*, Paris, Michalon, 2016.
55. Tomc (Sandra), Bailly (Sophie) et Ranchon (Grâce) (dir.), *Pratiques et langages du genre et du sexe : déconstruire l'idéologie sexiste du binarisme*, Louvain-la-Neuve, EME Éditions, 2016.
56. Traverso (Enzo), *Mélancolie de gauche. La force d'une tradition cachée (xix^e-xxi^e siècle)*, Paris, La Découverte, 2016.
57. Verri (Pietro), *Méditations sur l'économie politique*, édition d'André Tiran, Paris, Classiques Garnier, 2016.
58. Wagner (Peter), *Sauver le progrès. Comment rendre l'avenir à nouveau désirable*, trad. fr. de l'anglais par Nathalie Karagiannis, Paris, La Découverte, 2016.
59. Waldron (Jeremy), *Political Political Theory. Essays on Institutions*, Cambridge MA, Harvard University Press, 2016.
60. White (Jonathan) & Ypi (Lea), *The Meaning of Partisanship*, Oxford, Oxford University Press, 2016.
61. Revue *Agone*, n° 59, « Révolution et démocratie. Actualité de Rosa Luxemburg », Marseille, Agone, 2016.
62. Revue *Agone*, n° 60, « Nouvelles masses, nouveaux mouvements ? », Marseille, Agone, 2016.
63. Revue *Regards croisés*, n° 18, « L'économie, au secours du politique ? », Paris, La Découverte, 2016.
64. Revue *du MAUSS*, n° 48, « S'émanciper, oui ! Mais de quoi ? », Paris, La Découverte, 2016.

HISTOIRE DES DOCTRINES :

XVIII^e SIÈCLE

Plongeant dans la préhistoire de la Révolution française, Jonathan Israel peint *Une révolution des esprits* [34], à la lumière d'une dichotomie tranchée entre les « modérés » et les « radicaux ». Il construit ces deux facettes de la révolution que sont les Lumières radicales et les Lumières modérées, en revenant notamment aux textes de Voltaire et plus généralement à toutes les controverses qui se sont orchestrées autour de l'année 1770. La démarche de l'auteur est en effet « controversaliste », en ce sens qu'il conçoit la vie intellectuelle et la vie des idées comme agonistiques, qu'elles concernent les principes de la science économique, l'idée de paix perpétuelle, la démocratie représentative ou les rapports entre les races.

Céline Spector reparaît les textes d'économie politique de Rousseau [51] pour attirer l'attention du lecteur sur l'étonnante pertinence contemporaine des thèses alors développées, relatives à la propriété, au système des besoins et à la division du travail. Avant Marx, Rousseau propose une critique radicale de l'individualisme possessif lockien et soulève la question sociale à travers, notamment, une critique de la société concurrentielle. Il récuse le mythe de la « main invisible », dénonce les méfaits du luxe et démystifie l'idée de « lois naturelles » de l'économie politique. La critique de cette dernière – dont Rousseau rappelle qu'elle doit demeurer au service de l'ordre moral et politique – se double de l'invention d'alternatives, notamment d'un ordre dans lequel l'harmonie des intérêts ne serait pas mythique, et d'une conceptualisation de l'impôt conciliant propriété, liberté et justice.

L'ouvrage de Christian Ferrié sur la politique de Kant [25], entre réformisme et révolution, s'appuyant sur des sources documentaires étendues, aide à situer l'auteur au croisement des mouvements de l'histoire, sans ramener artificiellement ses positions aux coordonnées issues de débats qui n'étaient pas ceux de son temps. L'auteur affronte l'ambiguïté bien connue qui résulte de la coexistence d'un rejet sans ambages de la rébellion dans un État réglé par le droit et d'une compréhension en profondeur non seulement des idéaux révolutionnaires et de leur valeur, mais aussi de la place à réserver au moment révolutionnaire dans une philosophie de l'histoire renouvelée. On appréciera notamment le tableau des enjeux historiques dans l'Allemagne du temps de Kant.

L'heureuse initiative d'une édition bilingue des *Méditations* de Pietro Verri [57], comportant une « vue d'ensemble » historique bien utile et des articles de synthèse sur son temps et sur son économie politique, servira la compréhension

des rapports entre politique et économie au XVIII^e siècle. Qu'il s'agisse des intérêts de l'argent, des banques publiques, des classes sociales ou du perfectionnement de l'industrie, l'œuvre de P. Verri illustre des aspects importants de la pensée des Lumières et mérite de retrouver toute sa place dans l'histoire de l'économie politique et de son adossement à la philosophie. Le rapport de la théorie aux propositions pratiques (dans la conscience de l'écart imposé par les nécessités au regard de la précision géométrique), notamment pour l'établissement des impôts, retiendra sans doute tout particulièrement l'attention, comme aussi l'analyse des effets de la quantité d'argent en circulation, mise en rapport avec l'industrie nationale.

XIX^e SIÈCLE

Le numéro 59 d'*Agone*, « Révolution et démocratie » [61], rassemble les contributions de douze auteurs relatives à Rosa Luxemburg et à son œuvre. Son approche de la démocratie y est abordée que ce soit dans les termes d'une démocratie révolutionnaire, de la création d'un « espace public prolétarien » avec la constitution d'une authentique démocratie socialiste, ou à partir des questions de travail salarié, travail domestique, développement personnel et vie politique. Ces textes font écho à la quête contemporaine d'un contrôle public et démocratique de la vie économique, sociale et politique par les citoyens.

Faisant écho à ce numéro de revue, les éditions de La Fabrique offrent au public une réédition des *Écrits libertaires* de Joseph Déjacque [18] entre 1847 et 1863. Insurgé en juin 1848, il se sert de sa plume pour dénoncer la violence du régime républicain. Il affirme « ses conceptions révolutionnaires et antiautoritaires au contact d'un milieu de proscrits dont il dénonce la tiédeur doctrinale » (p. 29). L'unité des textes rassemblés se cristallise dans un constant combat contre les partisans de l'autorité, quelles que soient ses formes.

Les éditions Classiques Garnier rendent accessible au public francophone le manuscrit de Marx *Capital et profit* [39], issu des Cahiers XVI et XVII des manuscrits de 1861-1863. S'y trouve concentré le premier exposé de Marx sur la transformation de la plus-value en profit ainsi que la transformation des valeurs en prix de production et la loi de la baisse tendancielle du taux de profit, tenue par l'auteur pour une loi fondamentale de l'économie politique. Dans ce cahier, Marx élabore la généalogie de ces catégories et les analyses comme rapports de production spécifique. Il s'agit notamment de comprendre pourquoi le profit constitue de plus en plus une condition de production nécessaire à la production capitaliste.

XX^e SIÈCLE

La biographie de Karl Polanyi que nous livre Gareth Dale [17] est très instructive au regard de l'histoire des doctrines politiques européennes et de la formation de la pensée de ce théoricien majeur. Aborder la compréhension par Polanyi du grand débat sur le calcul socialiste s'avère intéressant pour la compréhension de son rapport au socialisme et à la perspective « viennoise » de l'économie capitaliste. L'ouvrage est très instructif sous l'angle de la biographie personnelle et familiale, avec entre autres choses des éléments captivants au sujet des rapports entre Karl et Michael, son frère. Il donne aussi, autour d'un parcours singulier et significatif, le tableau très vivant du destin et de la portée des idées socialistes au xx^e siècle.

L'ouvrage de G. Châton [13] offre un panorama utile et précis de la pensée politique de Raymond Aron (1905-1983), qui fait la part de l'itinéraire personnel, tout en entrant dans la substance des réflexions du sociologue, du philosophe et du politologue. Très pédagogique, le propos s'appuie sur une bibliographie bien développée et sur la mobilisation des problèmes et des hypothèses venus du commentaire. De ce fait, c'est aussi un tableau des filiations aroniennes qui est composé. Sur les notions générales (réalisme, libéralisme...) mais aussi sur des événements historiques, G. Châton propose des synthèses qui aident à situer Aron et son héritage.

Ouvrage qui retrace avec soin le parcours d'un des philosophes politiques contemporains les plus influents, imposant autant par son volume (436 pages) que par la thèse défendue [30] : Rawls conclut à l'impossibilité pour le système capitaliste de répondre aux exigences de justice comme équité. On y apprend notamment que Rawls enseignait Marx avec beaucoup de sérieux pendant au moins douze ans (p. 124). Des lectures très fines des auteurs qui ont influencé Rawls, en exploitant parfois ses propres annotations, sont précieuses et restituent ces discussions qui nous échappent souvent. On apprend par exemple le rôle décisif de Frank Knight, le célèbre économiste de Chicago, auteur de *The Ethics of Competition* (1935), sur la nécessité de la discussion (p. 154). C'est le cas également des très rares discussions avec les économistes, qui inspirèrent le philosophe. Cet ouvrage revient également de façon critique sur la façon dont Rawls a été très partiellement introduit dans le débat francophone.

Les éditions La Découverte proposent un ouvrage très didactique [6] présentant l'itinéraire de Michel Foucault, ce « philosophe par défaut », ainsi que les principaux concepts qu'il a produits, autour des normes et des institutions, de l'analytique des pouvoirs, ou encore des pratiques de soi. Jean-François Bert

rappelle que la pratique de l'enquête, contre toute forme de routinisation, oblige en permanence à évaluer ce que l'on fait.

THÉORIES DE LA DÉMOCRATIE

La traduction en français du livre de Robert Dahl *Polyarchie : participation et opposition* [16] rend accessible au public francophone un classique de la théorie politique nord-américaine, paru en 1971. L'auteur prolonge dans cette étude la distinction élaborée dans ses travaux antérieurs entre l'idéal démocratique, qui renvoie à un système manifestant une sensibilité totale aux demandes du corps citoyen, et le régime polyarchique, qui correspond aux systèmes politiques réels « relativement démocratisés », c'est-à-dire caractérisés par un niveau élevé d'inclusion (le droit de participer n'y est pas réservé à une minorité) et de libéralisation (la contestation publique y est autorisée). Son ambition est d'identifier les conditions qui accroissent (ou réduisent) les chances qu'un régime se démocratise, c'est-à-dire évolue dans le sens de l'inclusion et de la libéralisation. Au croisement de la philosophie et de la sociologie politique, il considère ainsi le rôle joué par le contexte socioéconomique, les inégalités, le pluralisme culturel, le rapport aux puissances étrangères ou encore l'idéologie politique dans la stabilité et le renforcement des polyarchies.

Dans leur ouvrage écrit à quatre mains, *The Meaning of Partisanship* [60], Jonathan White et Lea Ypi reconsidèrent le rôle joué par les partis politiques dans les systèmes démocratiques, à la double lumière de la théorie démocratique normative contemporaine et de la science politique. Refusant la réduction de ces institutions à des réseaux d'élites cherchant à accéder au pouvoir, ils proposent de comprendre l'engagement partisan non seulement comme engagement à jouer le jeu politique d'un affrontement réglé entre partis, mais aussi comme engagement à convaincre et persuader les autres en formulant des raisons qui puissent être partagées. Cette vision de l'action partisane, guidée par des principes autant que par des intérêts, permet de spécifier l'apport des partis comme lieux d'élaboration de visions rivales du bien commun, mais également de restituer le point de vue des membres des partis et de saisir les liens, devoirs et dilemmes éthiques qui leur sont propres. Cet effort de reconstruction rationnelle de la pratique partisane, qui relie la description positive des comportements politiques à l'interprétation des principes les orientant, aboutit à la formulation d'un idéal civique.

L'essai de Jason Brennan, *Against Democracy* [10], entend défendre une thèse provocante : un système de gouvernement donnant le pouvoir aux experts politiques – l'épistocratie – serait préférable au système démocratique, ou du moins pourrait l'être ; il demande donc à être expérimenté. Proposant d'évaluer la démoc-

cratie à l'aune des « résultats » qu'elle produit, l'auteur s'appuie sur des études empiriques pour affirmer, d'une part, que l'électeur est ignorant et irrationnel, et, d'autre part, que la participation au processus politique, loin de nourrir sa vertu civique, le corrompt davantage, aggravant sa partialité et sa méchanceté. Cette tentative de remise au goût du jour de la critique schumpéterienne du gouvernement populaire, convoquant les sciences sociales pour établir son incompatibilité avec le bon gouvernement, trouve un écho dans l'essai de Christopher H. Achen et Larry M. Bartels, *Democracy for Realists* [1] qui mobilise les résultats produits par la science politique à propos de l'irrationalité ou de l'ignorance de l'électorat pour démontrer que ces sont des liens identitaires, et non des choix réfléchis, qui déterminent le vote et donc l'évolution des politiques publiques. Ces deux ouvrages donnent un aperçu de la richesse des données empiriques désormais disponibles pour évaluer les comportements électoraux ; ils rendent ainsi saillantes les difficultés que toute théorie de la démocratie doit affronter dans le contexte des sociétés complexes. Ils évitent toutefois une confrontation sérieuse avec les philosophies contemporaines de la démocratie, en se donnant pour cible des formulations schématiques de cet idéal, dont l'irréalisme peut ensuite être démontré à peu de frais.

Réflexion radicale que celle de Florent Guénard [29], si on accepte que la démocratie comme modèle politique n'aille pas de soi et que son exportation dans d'autres sphères que l'Occident reste problématique. Platon avait déjà écrit que la démocratie ne pouvait pas être un modèle ; elle est sans forme déterminée et constituée par les régimes existants. L'ouvrage s'achève avec Périclès pour qui le genre « démocratie » ne peut être déterminé *a priori* : il n'est de démocratie que ce que les peuples reconnaissent comme telle. Certes, comme le reconnaît l'auteur, cette démarche comporte des risques, notamment avec les passions politiques, de confondre désir de justice et ressentiment ou amour de l'égalité et envie. L'ouvrage est très documenté sur le plan de la philosophie politique ancienne et contemporaine qu'il met en discussion avec les travaux en sciences politiques de *democratization studies*, ainsi qu'avec l'analyse de cas récents de démocratisation. Face aux réalistes politiques, il discute de façon intéressante l'impossibilité d'échapper à la dimension normative du concept de démocratie, une proposition évaluative-descriptive pour le dire comme Skinner.

Les deux auteurs, membres du collectif Démocratie ouverte, ont voyagé pendant deux ans pour recenser plus de quatre-vingt expériences, rapidement décrites [38], allant de la rédaction d'une constitution par des citoyens (Islande) à la création de nouveaux partis (par exemple Podemos en Espagne) en passant par la participation de citoyens ordinaires à la rédaction des lois grâce au recours à des technologies de l'information.

PHILOSOPHIE POLITIQUE

Diverses contributions récentes de Jeremy Waldron à la philosophie politique se trouvent réunies dans un recueil, *Political Political Theory* [59], qui emprunte son titre à la conférence inaugurale qu'il donna en 2010 à Oxford University. Dans ce texte qui ouvre l'ouvrage, l'auteur propose aux philosophes politiques de recentrer leur attention sur les institutions et procédures caractéristiques des sociétés contemporaines, afin d'éviter que l'indispensable analyse normative des principes ne dérive vers une réflexion morale désincarnée, oublieuse des réalités politiques qui sont pourtant l'objet essentiel de la discipline. Pour se prémunir contre le moralisme hors sol, il convient de renouer avec les questions institutionnelles qui occupaient la philosophie politique moderne, de Montesquieu à Bentham. Les chapitres suivants de l'ouvrage s'y essaient, en revenant sur le constitutionnalisme, la séparation des pouvoirs, le bicaméralisme ou encore le contrôle de constitutionnalité. Une théorie de la constitution émerge de cet ensemble d'études, qui en fait un instrument de constitution du pouvoir étatique bien plus que de contrôle ou de restriction de ce dernier. L'urgence est alors moins d'accroître le pouvoir du juge constitutionnel sur la loi, dont Waldron nous invite à nous méfier, que de renforcer le contrôle des citoyens sur la constitution qui les gouverne.

Le recueil collectif dirigé par Iñigo González Ricoy et Axel Gosseries, *Institutions for Future Generations* [28], constitue une somme précieuse sur les théories contemporaines de la justice intergénérationnelle, centrée sur leurs implications institutionnelles. Quels procédés et dispositifs peuvent obliger la prise de décision politique à tenir compte adéquatement des intérêts des générations futures, à propos par exemple du changement climatique ou de la dette publique ? L'ouvrage revient sur des concepts et outils essentiels de ce champ – l'équité intergénérationnelle, la représentation des générations futures ou la souveraineté générationnelle – avant d'imaginer des institutions qui seraient entièrement dédiées à la prise en compte du long terme (d'un médiateur des générations futures à une banque mondiale climatique). Il considère aussi les réformes susceptibles de rendre les institutions existantes moins exclusivement orientées vers le court terme. Toutes les ressources du *design institutionnel* sont ainsi mises au service d'une réflexion sur l'établissement de rapports de justice à travers le temps.

L'actualité dramatique qui touche la France depuis l'attaque de *Charlie Hebdo* a conduit le pouvoir exécutif et législatif à prendre des mesures d'exception faisant écho aux analyses proposées par C. Schmitt. La figure de l'ennemi que le discours politique replace sur le devant de la scène appelle un retour

critique vers la pensée du philosophe allemand que Jean-Claude Monod [41] se propose d'opérer en soulevant trois questions : un usage critique des concepts schmittiens est-il possible ? La banalisation de l'exception est-elle l'essence de la politique moderne ou la nouvelle gouvernementalité sécuritaire, aux plans national et international ? Le terroriste est-il la nouvelle figure de l'ennemi ?

ESSAIS DE PHILOSOPHIE POLITIQUE

Ouvrage important qui revient sur l'importance de la théologie politique pour la pensée politique [22]. En effet, des concepts comme sécularisation ou désenchantement ont leurs origines dans une pensée théologique. La théologie politique nous envelopperait encore, non pas lointaine, mais très proche, un *modus operandi* invisible, une « machination » ou un « dispositif » pour reprendre les mots de Heidegger pour le premier et de Foucault et Deleuze pour le second. Cet essai puissant revisite non seulement les grands débats de la théologie politique, depuis Hegel, mais aussi certains concepts importants hérités de la théologie comme celui de personne, tel qu'il a pu être traité par les Pères de l'Église ou encore dans le long commentaire d'Averroès sur le *De anima* d'Aristote.

Persons and Things, ce petit ouvrage [23], comme un excursus du précédent, propose de repenser la division entre personne et chose, souvent paradoxale au regard du droit, de l'économie et des pratiques technologiques. L'entrée par le corps, dans l'ombre des deux autres, permettrait de lever les paradoxes. L'auteur emprunte alors le chemin ouvert par Spinoza, contre Descartes et Hobbes, puis Nietzsche, reconnectant l'histoire humaine à la nature.

Le Miroir et la Scène constitue un ouvrage original sur la représentation par son entrée par le théâtre et la peinture [47], tous deux en tension, pour échapper à la seule approche juridico-politique. L'une des thèses défendues remet en question l'illusion de penser la représentation comme capable de figurer la réalité de manière transparente et adéquate. L'auteure propose une ouverture non pas du côté des identités, mais des capacités. Les premières, allant dans le sens d'un appel éperdu à une adéquation entre représentés et représentants, étant vouée à l'échec, il faut se tourner vers la puissance représentative dont sont porteurs les sujets politiques. Celle-ci, dans une ligne ricœurienne, se rapproche d'une démocratie narrative, tissant de multiples récits de vie pour une trame commune. Le livre embrasse donc de la tragédie grecque à l'un des problèmes majeurs et actuels de notre système démocratique.

À partir de deux matrices que sont la critique et l'imagination, le sociologue allemand Peter Wagner propose des visions décentrées de défense du progrès. Cet essai de sociologie historique [58] – « bien que court », comme il le

reconnaît – entre en résonance avec les travaux de Jeffrey Alexander, Pierre Rosanvallon et Marcel Gauchet.

Repenser l'immigration constitue une excellente introduction aux débats philosophiques sur la migration à l'adresse d'un public francophone [48]. Deux tendances s'affrontent dans ces débats. D'une part, les philosophes qui suivent Joseph Carens dans sa défense d'une politique d'ouverture des frontières (voir son article publié en 1987, « Citoyens et étrangers : un plaidoyer en faveur de l'ouverture des frontières », traduit dans *Raisons politiques* en 2007). D'autre part, les plaidoyers pour un droit de fermer les frontières, qui reposent sur un argument culte : la liberté de chaque État d'ouvrir ou de fermer ses frontières à qui il le souhaite, au nom de la sécurité, du bien-être, de l'identité et de la souveraineté de son peuple. Ces derniers suivent notamment les arguments formulés en 1983 par Michael Walzer (voir : *Sphères de justice. Une défense du pluralisme et de l'égalité*, Paris, Seuil, 1997). Johan Rochel s'inscrit dans la première tendance et met en évidence l'incohérence des politiques d'immigration des pays libres. Ces pays se revendiquent des valeurs universelles de justice, égalité et liberté qu'ils peinent ensuite à appliquer en matière d'immigration, préférant des politiques de fermeture, en violation des droits et libertés fondamentaux des personnes en situation de migrantes ou devenues citoyennes de l'État d'accueil.

PHILOSOPHIE, THÉORIE ET CRITIQUE SOCIALES

Dans *Critique du pouvoir*, Axel Honneth [33], encore étudiant en doctorat, explore, en croisant philosophie et recherche sociale empirique, les mécanismes de maintien de l'ordre capitaliste à partir de la théorie foucauldienne. Contrôle discursif, surveillance permanente et exclusion sociale sont au cœur de l'analyse. L'ouvrage enferme les prémisses de la théorie de la reconnaissance et notamment la thèse du conflit ancré normativement. Celle-ci répond à ce qui, chez Habermas, apparaît à l'auteur comme une limite puisque Axel Honneth montre que, dans les processus de formation du consensus, les conflits entre groupes sociaux portent sur le respect des revendications moralement justifiées qu'ils formulent. L'auteur en vient ainsi à établir que l'exercice de la domination capitaliste est toujours soumis à la condition d'un consentement de toutes les parties concernées, quelles que soient les origines de ce dernier. Cette condition du consentement rend alors possibles, dans les faits, les mises en question des façades de légitimation du système de domination.

Avec l'ouvrage, *Mélancolie de gauche. La force d'une tradition cachée (xix^e-xx^e siècle)* [56], Enzo Traverso nous invite à revisiter une tradition de lutte pour l'émancipation d'Auguste Blanqui à Marx, de Louise Michel à Rosa Luxemburg,

à partir d'une perspective peu exploitée jusqu'alors : celle de la mélancolie dont l'auteur montre qu'elle est apparue bien avant le début du *xxi*^e siècle. Il s'agit de définir la gauche et sa culture en termes ontologiques. La « constellation mélancolique » est abordée en esquissant les traits d'une culture de la défaite, en reconstituant la conception marxiste de la mémoire et en témoignant du deuil apporté par l'écrit et par l'image.

En complément du précédent ouvrage et davantage centré sur la seconde moitié du *xx*^e siècle, Razmig Keucheyan propose *Une cartographie des nouvelles pensées critiques* [35] qui ont pour point commun une mise en question globale du monde social contemporain, dans un contexte de transformation sociale radicale. Après avoir envisagé la défaite de la pensée critique (1977-1993), l'auteur esquisse une brève histoire de la « nouvelle gauche » (1956-1977), puis une typologie des intellectuels critiques contemporains ainsi que des systèmes proposés par plusieurs de ces derniers. Au-delà des reconfigurations intellectuelles du monde occidental, R. Keucheyan attire l'attention sur la montée en puissance des pensées critiques, dans les pays économiquement les plus dynamiques. Cette dissémination de la pensée critique est nouvelle mais peut-être excessivement influencée par une forme d'« américanisation », prompte à les neutraliser politiquement.

La revue du MAUSS repose la question qui traversa le *xx*^e siècle : *S'émanciper, oui ! Mais de quoi ?* [64], quoique de façon critique et en partant du constat que l'exigence d'émancipation pourrait bien aujourd'hui constituer seulement un écho de l'injonction néolibérale. Afin de dire s'il convient aujourd'hui de s'émanciper de l'émancipation, le numéro 48 de la revue du MAUSS envisage « ce que s'émanciper veut dire » actuellement dans le monde social ainsi que dans les sciences sociales, interroge le désir contemporain d'émancipation aussi bien que les « émancipations particulières », qu'il s'agisse de celles des travailleurs, des peuples, des citoyens via l'*empowerment* ou le rapport à l'art. Se dessinent ainsi de nouvelles grammaires émancipatrices appelant à se détourner de la perspective jugée excessivement indéterminée de l'émancipation comme antonyme de l'aliénation et de ses interprétations en termes socialiste, libéral, communiste ou anarchiste.

Dans une perspective analogue, Fabrice Flipo – avec *Réenchâter le monde. Pouvoir et vérité* [26] – propose un bilan de la question de l'émancipation, dans le contexte contemporain, en l'occurrence celui de la mondialisation et de la crise économique. Ce bilan passe d'abord par un tableau critique des libéralismes, abordés à partir du double principe de l'égalité et de la démocratie radicale. L'auteur envisage ensuite les mouvements théoriques qui ont cherché à dépasser les limites du libéralisme pour enfin proposer une synthèse visant à « réenchâter le monde », en s'appuyant notamment sur Whitehead et Sartre ainsi que sur les

concepts de quasi-souveraineté et de rente. Il conclut qu'il n'y aurait pas de transformation émancipatrice sans une nouvelle anthropologie, fondée sur l'augmentation de la puissance responsable de penser et d'agir de chacun(e).

Le numéro 60 de la revue de l'éditeur Agone, coédité avec la *New Left Review* [62], rassemble autour du titre « Nouvelles masses, nouveaux mouvements ? » des articles hétéroclites qui s'interrogent toutefois sur le sens et la nature de mouvements sociaux qui ont essaimé aux quatre coins de la planète : protestations en Arménie, guerre de l'eau en Irlande, révolte brésilienne en 2013, manifestations de Gezi en Turquie. Cette diversité converge dans la mise au jour par Nancy Fraser d'une grammaire permettant d'analyser les luttes sociales des sociétés capitalistes et qu'elle nomme « triple mouvement ». Ce dernier décrit un conflit tripartite entre les partisans de la marchandisation, les adeptes de la protection sociale et les défenseurs de l'émancipation.

Enfin, Denys Cuche propose un ouvrage très clair sur la genèse du concept de culture, ses évolutions, les problèmes de hiérarchisations des cultures, la relation aux problèmes d'identité, ainsi que l'extension à l'entreprise et aux problèmes d'immigration [15].

DROIT, ÉTHIQUE ET POLITIQUE

L'anthologie *Philosophical Perspectives on Punishment* [24], dirigée par Gertrude Ezorsky, réunit des textes classiques et contemporains sur la philosophie pénale, de Platon à Rawls ou de saint Thomas à H. L. A. Hart. Les parties de l'ouvrage s'organisent à partir de concepts concurrents de peine et de ses différentes familles de justifications – téléologiques ou rétributivistes –, mais aussi d'objets particuliers, tels la peine de mort, la punition des groupes, le travail carcéral, l'isolement cellulaire et les alternatives à la peine.

ÉTUDES FÉMINISTES ET DE GENRE

S'inscrivant délibérément dans les études féministes, le recueil *Pratiques et langages du genre et du sexe : déconstruire l'idéologie sexiste du binarisme* [55] apporte d'une part un éclairage sur la persistance des idéologies sexistes dans les pratiques sociales et discursives, qu'elles concernent les mobilisations pour l'égalité, les réseaux sociaux, la socialisation des jeunes. L'ouvrage propose, d'autre part, une déconstruction du binarisme et esquisse un modèle de pratiques, au-delà du genre. Il s'agit enfin de questionner les « supports de l'expression du genre », c'est-à-dire les discours aussi bien didactiques, théâtraux qu'artistiques.

Volumineux ouvrage de plus de 700 pages, l'*Encyclopédie critique du genre* [46] dirigée par Juliette Rennes rassemble 66 notices organisées selon trois axes transversaux : le corps, la sexualité, les rapports sociaux. Le premier axe permet d'aborder les formes d'incorporation du genre, appréhendées notamment à partir d'enquêtes empiriques sur le corps. Le deuxième axe envisage l'ensemble des pratiques ayant une signification érotique, le système politique qui définit ces pratiques, organise la frontière entre le normal et le déviant, et établit les catégorisations des individus par l'objet de leur désir. Dans le troisième axe, intersectionnel, convergent les travaux sur le genre. Il aborde l'articulation des rapports sociaux de genre avec les autres rapports sociaux. Ainsi la « chair des rapports sociaux » se voit décrite, de façon approfondie, à travers l'intersectionnalité envisagée comme cadre épistémologique, le corps et la sexualité pris comme objets d'enquête et catégories d'analyse des rapports de genre.

L'ACTION, LA VIE SOCIALE ET L'INSTITUTION

Le collectif dirigé par Geoffrey Pleyers et Brieg Capitaine apporte un éclairage original sur les *Mouvements sociaux* [44] en portant l'accent sur les subjectivations, à l'œuvre au sein de ces derniers. Il s'agit, à travers les textes rassemblés, analysant les mouvements collectifs des années 2010 revendiquant davantage de démocratie, de montrer que « le sujet devient acteur » et que les cadres de l'analyse des mouvements sociaux doivent être renouvelés. Ces mouvements exigent en effet que les dynamiques de subjectivation au même titre que les dimensions globales de ces mobilisations soient pleinement prises en compte. Ils imposent également que les mouvements progressistes et conservateurs soient appréhendés à partir des mêmes outils de compréhension.

L'ouvrage de Caroline Rolland-Diamond *Black America* [49] permet de retracer l'histoire des luttes pour l'égalité et la justice qui ont traversé les deux derniers siècles. Fondé sur une analyse des archives et de la presse, ce travail retrace à partir d'un parcours à travers le temps les mécanismes de l'oppression raciale ainsi qu'une histoire de la résistance et des luttes contre le racisme et pour l'égalité. L'auteure évoque dans le détail les efforts de mobilisation individuelle et collective que ces dernières ont requis ainsi que les obstacles qu'ils ont rencontrés.

Revenant sur les mouvements sociaux qui ont traversé l'Italie des années 1960 à 1980 et dont il était lui-même acteur, Alessandro Stella, dans *Années de rêves et de plomb. Des grèves à la lutte armée en Italie (1968-1980)* [52], propose un autre regard que celui des institutions d'État sur les intentions qui ont conduit une large part de la population de la grève à la révolte, c'est-à-dire de l'indigna-

tion à la conviction que le seul moyen d'action était les armes. La question de l'engagement militant d'extrême gauche et islamiste est abordée par Michaël Ayari [3] dans le cadre du contexte autoritaire tunisien. S'appuyant sur l'analyse de la rationalité des acteurs de J. Elster, l'auteur conjugue le temps long de l'analyse sociohistorique avec le temps court des dimensions psychosociologiques de l'engagement individuel. Il souligne ainsi les relations entre les institutions publiques, discours et groupes qui les remettent en cause, ainsi que l'évolution de l'engagement militant en fonction des changements du contexte répressif. L'ouvrage permet de comprendre pourquoi la révolution de 2010-2011 et ladite « transition démocratique » révèlent les limites du politique et de la citoyenneté dans une Tunisie où le « peuple » n'a jamais cessé d'être étranger à ses élites politiques.

Aux antipodes de ces mouvements, Nitzan Shoshan [50] interroge le gouvernement de l'extrême droite et du nationalisme raciste en Allemagne et, en particulier, dans l'Est de Berlin. Il souligne, pour une part, le rôle, dans ce positionnement, de la construction de l'identité de soi à partir de la différence ethnique et culturelle. L'auteur, pour une autre part, analyse la construction juridique d'une « faute politique », qui condense toutes les contradictions insolubles de lois libérales et de puissants tabous. Enfin, l'ouvrage souligne comment le « gouvernement de la haine » tente de développer des affects, dans la population majoritaire, contrant les formes illicites de nationalisme, en l'occurrence des affects positifs concernant la différence culturelle au niveau même du voisinage. Ce gouvernement s'accomplit ainsi dans un gouvernement des affects.

Le contexte international a conduit les études sur les conflits internationaux à interroger le terrorisme à partir de la perspective de la mondialisation. Ainsi Jenny Raflik [45] explore la valeur opératoire des liens entre ces deux termes à partir de trois questions : le terrorisme a-t-il changé d'échelle ? En quoi les dynamiques actuelles du terrorisme mondialisé sont-elles inédites ? Comment rendre compte de l'efficacité de l'action terroriste et des politiques anti-terroristes adoptées dans nos démocraties ?

Une partie de ces questions se trouve éclairée par l'ouvrage de Dominique Thomas, *Génération djihadistes* [54] qui aborde les différences et les évolutions d'Al-Qaïda et de l'État islamique. L'ouvrage permet de sortir de la représentation caricaturale du djihadisme comme terrorisme nihiliste. Il l'appréhende bien plutôt comme un courant hybride de l'islam politique, issu du monde arabe et aspirant à promouvoir un ordre politique et social, dont les premiers temps de l'islam représente la société idéale et où le dessein messianique est cardinal.

Le début de l'année 2015, marqué par l'attaque de l'hebdomadaire *Charlie Hebdo* a été l'occasion de placer sur le devant de la scène des questions aussi

fondamentales que le droit d'expression, la liberté de la presse, le droit au blasphème, l'unité nationale. Pierre Lefébure et Claire Sécaïl [36] ont réuni un ensemble de textes proposant un éclairage critique sur la façon dont les médias, la politique et les experts des sciences sociales ont traité cet événement meurtrier. Les registres d'émotion mobilisés sont analysés ainsi que l'expression du sentiment de communion nationale.

Bien que constitué pour la commémoration de la déclaration de la Première Guerre mondiale, le recueil dirigé par Hélène Baty-Delalande et Carine Trevisan [4], *Entrer en guerre*, permet, dans le contexte des violences qu'a connues la France ces dernières années, de réfléchir sur le sens de la déclaration de guerre ainsi que des imaginaires et des représentations alors mobilisés. L'ouvrage met en évidence les rites de passage que suppose l'entrée en guerre, interroge les limites entre guerre et paix, explore les ajustements idéologiques, culturels, institutionnels sous-jacents à ce passage. Il repose, sous un angle innovant, la question des « cultures de guerre ».

Dans un hors-série, où sont rassemblées de très nombreuses contributions, Charles-Benoît Heidsieck [31] envisage la co-construction du bien commun dans des domaines aussi contrastés que l'environnement, l'écosystème, le numérique, l'innovation, les territoires, les syndicats, les pratiques politiques innovantes, le travail social. Mêlant confiance dans le temps long et humilité, l'auteur table sur la nécessité du décentrement du moi vers le nous, requise par toute co-construction du bien commun.

Abordant aussi un sujet d'une indéniable actualité, Sylvette Denèfle suggère, dans le recueil publié aux Presses universitaires de Rennes, de traiter la question de la propriété et de la propriété privée à partir *Des alternatives pour habiter* [19]. Envisageant les pratiques *new age*, les squats, les économies de service ou de propriété coopérative, la gestion en commun d'espaces d'habitation, les modèles mutualistes dans le logement aussi bien que dans l'entreprise, l'ouvrage tente de saisir les modalités du changement de paradigme affectant la modernité et, avec elle, la propriété privée.

À rebours de la précédente perspective, François Dubet explore, dans le collectif *Léguer, hériter* [21], les grands mécanismes de la transmission patrimoniale, en soulignant sa dimension anthropologique ainsi que celle de l'héritage. Le volume explore de la sorte la contradiction fondamentale marquant nos sociétés et qui veut que, pour une part, nous soyons fortement attachés au mérite, à la compétition détachée de toute transmission et tout autant, pour une autre part, à la volonté de recevoir de la génération précédente comme de léguer à la génération suivante.

Le volumineux recueil *Justice cognitive, libre accès et savoirs locaux* [43] pose la double question de l'accès aux savoirs numériques et de la valorisation

des savoirs traditionnels dans des pays où l'accessibilité informatique est faiblement partagée. De façon sous-jacente se voit mise en exergue la question de savoir comment amener la science à devenir plus juste et à reconnaître la valeur de tous les savoirs, qu'ils soient du Nord ou du Sud, scientifiques ou profanes, politiques ou ancestraux. La justice cognitive est comprise, dans cette perspective, comme l'effort pour rendre plus accessibles les savoirs des pays du Sud mais aussi comme une tentative pour rendre la recherche scientifique plus en harmonie avec les préoccupations des populations locales et leur vision du développement durable.

Jacques Bouveresse [8] revient sur cette question lancinante qu'est *Le Mythe moderne du progrès*, interrogeant ainsi les évolutions économiques les plus contemporaines. Dans ce bref essai, explorant des analyses de K. Kraus, R. Musil, G. Orwell, L. Wittgenstein et G. H. von Wright, il s'interroge sur ce que la critique du progrès peut apporter à ce dernier, en distinguant avec soin le progrès du mythe du progrès, constitutif de la modernité classique. Il souligne que l'investissement mythique de la notion de progrès est précisément ce qui nous dispense, la plupart du temps, d'exiger et de réaliser des progrès réels.

NORMES, VALEURS ET RAISONS

La question des valeurs est abordée en sociologue par Nathalie Heinich [32] dans un ouvrage ambitieux. En effet, il est rare que dans cette discipline, et plus largement en sciences sociales et politiques, on aborde « avec sérieux » les relations aux valeurs, une pragmatique des jugements de valeurs, une sociologie axiologique, ou encore les relations entre valeurs et normes. L'auteure adopte une vision « descriptive, compréhensive et résolument neutre ». Toutefois, on peut regretter qu'elle prenne congé des diverses formes de sociologies morales, qui pourraient au contraire enrichir son propos. En effet, la sociologie morale est loin de se résumer à « poser les fondements des normes justes en prétendant énoncer, à la lumière des acquis de la sociologie, ce que sont ou devraient être les “vraies” valeurs » (p. 20). Il en est de même avec le débat fructueux possible avec la philosophie morale, afin ne pas se contenter du seul rapport aux valeurs.

L'ouvrage d'Abel François et Raul Magni-Berton sur les opinions des universitaires et scientifiques français [27] relève de l'enquête sur les valeurs et les croyances, sur la base d'un sondage auprès de 2 000 enseignants-chercheurs du pays. Utile pour comprendre l'évolution des rapports entre l'engagement politique et les orientations intellectuelles, le travail proposé donne aussi un point de vue sur les rapports entre les perspectives globales sur la société et sur le monde, et les perceptions des réformes du monde de la recherche et de l'enseignement

supérieur dans la période récente, largement et profondément rejetées pour des raisons que les sciences sociales peuvent éclairer en prenant au sérieux leur logique interne, avec des aperçus à la clé pour la conduite de réformes mieux adaptées à la réalité des enjeux, des valeurs impliquées et des métiers.

ÉCONOMIE ET PHILOSOPHIE

Branko Milanovic est un économiste spécialiste des inégalités de revenus à l'échelle mondiale. Le double intérêt de son travail [40] est d'une part d'analyser de manière synthétique et accessible les évolutions de la répartition des revenus entre individus dans le monde depuis la fin des années 1980, et d'autre part de développer un point de vue qui n'est pas emprunt de nationalisme méthodologique. Depuis la chute du mur de Berlin, la mondialisation a davantage bénéficié à une « classe moyenne mondiale », c'est-à-dire aux populations de pays émergents (Chine et Inde en particulier) et aux 1 % les plus riches de la planète qu'à la plupart des habitants des pays riches, qui ont vu leur situation stagner. Cela explique le malaise de ces derniers. Milanovic le rappelle cependant, ils bénéficient d'une rente associée à leur citoyenneté, avec toute l'injustice que cela suppose : malgré l'accroissement des inégalités de revenus au sein des pays, et donc l'impact de l'origine sociale sur les possibilités offertes aux individus, naître dans un pays riche garantit de manière générale des privilèges et un niveau de revenu bien supérieur à la plupart des populations dans le monde.

Le petit livre de synthèse très utile de M. Capron et F. Quairel-Lanoizelée [12] permettra à un large public, dans cette nouvelle édition, de se familiariser avec les enjeux les plus actuels d'un domaine foisonnant, porteur d'évolutions significatives dans le monde contemporain et qui est très loin de se réduire, comme l'ouvrage le montre amplement, aux considérations d'image et de communication auxquelles on le réduit quelquefois. Il y va aussi du rapport aux normes dans des modalités moins contraignantes que dans les formes juridiques typiques et d'un rapport original aux enjeux éthiques, dans un rapport assumé à la vie et au développement des institutions. Compte tenu de l'importance de la question du rapport aux normes de concurrence de marché dans le développement et les critiques de la responsabilité sociale d'entreprise, on conseillera latéralement la prise de connaissance des éléments précis apportés par l'ouvrage d'Emmanuel Combe sur la politique de la concurrence [14], qui révèle l'ambiguïté quant aux fins, derrière les calculs et les dispositions juridiques de détail, d'ailleurs très remarquablement exposés.

Au cœur même des sciences de gestion, largement illustré par des considérations historiques sur l'industrie et sur l'héritage du paternalisme industriel,

l'ouvrage critique de Thibault le Texier [37] constitue un bel essai sur ce que l'auteur aperçoit comme une « rationalité managériale ». Interprétée comme une sorte de sens commun diffusé dans toutes les strates de la société et de l'État, cette forme, à bien des égards paradoxale, d'aspiration à une sorte de rationalité (très affaiblie) mérite en effet une mise en cause systématique, qui fasse la part des considérations sur l'entrepreneur, de la prégnance des idéologies néolibérales et de la réalité de l'évolution de la bureaucratie dans toutes les sphères sociales et professionnelles. Aussi doit-on saluer la détermination de l'auteur à livrer un tableau à la fois informé et dérangeant des progrès de la « mise en forme » gestionnaire des activités humaines et des initiatives de standardisation qui en fournissent les préconditions. L'appel à un renouvellement des approches du pouvoir est de nature à stimuler la coopération entre ce champ d'étude et la philosophie morale et politique.

LIBÉRALISME

Le recueil dirigé par François Buton *et al.*, *L'Ordinaire du politique* [11], visite les liens ordinaires et « profanes » des Français à la politique, dans une perspective pragmatiste. Il se concentre, pour une part, sur les situations routinières afin de mieux comprendre ce dont est fait, en matière de politique, la marche « normale », le « cours ordinaire » de nos sociétés et en particulier les élections. Dans un second volet, il explore un entretien panélisté en vue de comprendre le poids de l'encastrement biographique des préférences politiques, dans la conjoncture très particulière des élections présidentielles de 2007. Cette expérience de recherche permet ainsi aux auteurs d'élaborer des hypothèses sur le rapport institué et-ou quotidien au politique.

Illustrant différentes incarnations de ce que l'on peut appeler le « perfectionnisme libéral », l'anthologie composée par A. Escudier et J. Pélabay [42] s'inscrit essentiellement dans le contexte très particulier des débats politiques et moraux de langue anglaise dans le monde contemporain. Ce parti étonne, mais il est de fait que ces débats abordent de manière significative et instructive des questions parfois transversales, intéressantes aussi dans d'autres contextes, au prix des variations imposées par l'histoire et par les héritages doctrinaux et juridiques. D'une manière qui se situe largement dans la suite des débats entre libéraux et philosophes de la communauté, les textes mis à la disposition du public francophone abordent utilement les questions du rapport aux valeurs dans leur articulation aux convictions de type libéral. L'intérêt des perspectives anglophones marquées par la tradition du libéralisme est très net, si l'on songe aux nombreuses controverses qui surgissent régulièrement au sujet des critiques d'un éventuel

« paternalisme » (ou maternalisme) des puissances publiques, ou bien à propos des frontières disputées de l'action politique inspirée par des valeurs et de la consécration de ces valeurs dans la structure normative de base de la société civile.

Dans le contexte francophone, François Denord revient sur l'« *Histoire d'une idéologie politique* », *Le Néo-libéralisme à la française* [20] et ses spécificités. L'ouvrage dresse la généalogie de cet interventionnisme libéral, en s'appuyant sur des documents d'archives souvent inédits, conservés en France et aux États-Unis. Il envisage le néo-libéralisme en tant que révélateur de transformations sociales : celles de l'État, de ses structures, des doctrines économiques, du champ du pouvoir et de l'action publique.

Dans la même veine, le recueil « L'économie, au secours du politique ? » [63] interroge les rapports entre économie et politique à travers seize contributions visant à revenir sur l'idée selon laquelle les décisions politiques découleraient de mécanismes économiques trop complexes pour être comprises du citoyen. À l'aide des outils de modélisation et d'un souci d'empirisme quantitatif, ce numéro de *Regards croisés* fait le point sur le contrôle du personnel politique, les lobbies, la corruption, le clientélisme, les modes de décision ou l'exclusion de certaines populations du processus démocratique. Il interroge l'effet des institutions politiques sur le fonctionnement du système socioéconomique.

ÉTHIQUE ET ENVIRONNEMENT

La Société écologique et ses ennemis est un ouvrage volumineux d'histoire des idées (742 pages) et très documenté, qui met en lumière à la fois des oubliés de la pensée écologique et certains de leurs ennemis [2]. Parmi ces derniers, des acteurs et des auteurs situés à gauche. La thèse complexifie ainsi le récit progressiste, puisque d'autres tenants de la gauche ont porté depuis longtemps des impératifs écologiques. Parmi les « révoltés de la nature » sont présentés des auteurs connus comme Walton Hall, Murray Bookchin, Emerson ou Thoreau, mais également George Sand et l'École de Barbizon, Alfred Russell Wallace ou encore Fourier. L'ouvrage remet également en question l'opposition entre Lumières et romantisme. Cette somme nuance, pour ne pas dire rejette, le clivage établi par Hans Jonas dans sa critique parfois déloyale de l'utopie de Bloch, laissant accroire que le socialisme utopique était nécessairement et toujours du côté du productivisme.

Dans *Les Formes de l'environnement* [7], Nathalie Blanc défend la notion de « forme environnementale » pour l'aménagement du territoire, visant le « partage du sensible », repris de Rancière. Lui sont associées une reconnaissance des

dimensions esthétiques et éthiques, souvent oubliées dans l’agir rationnel et scientifique, ainsi que des formes politiques participatives dans la gestion de ces problèmes. L’ouvrage rappelle la nécessité de produire d’autres récits sur les enjeux climatiques que ceux qui ne sont que technico-scientifiques.

ÉPISTÉMOLOGIE, SCIENCES ET ÉTHIQUE TECHNOLOGIQUE

Présenté comme « une bréviaire de résistance », *Le transhumanisme est un intégrisme* – essai lapidaire [53] – s’en prend sans nuance à ce qu’il nomme les « mutants de Panurge », parmi lesquels on trouve, sans autre forme de procès, Luc Ferry, Michel Serres ou encore Nick Bostrom de l’Université d’Oxford.

Cerveau augmenté, homme diminué [5] constitue une thèse critique sur les recherches visant l’amélioration du cerveau. Le monde des cerveaux « augmentés » coïnciderait avec ce que Foucault définissait comme « biopouvoir » et « biopolitique », où la gestion de la vie des corps remplace, dans sa technicité, les dimensions délibératives et conflictuelles des singularités. Benasayag, comme Terence, parle d’intégrisme à l’endroit de ces grands programmes de recherche. Dans la suite des travaux de Jean-Michel Besnier, on devrait parler d’homme simplifié plutôt que d’homme augmenté. L’ouvrage critique certaines des réductions physico-chimiques de cet organe pourtant si riche, puissant et encore largement inconnu. S’il ne semble pas connaître les recherches en neuro-éthique, il va jusqu’à interroger le côté thérapeutique des travaux relatifs à l’augmentation humaine, puisque nous ne serions plus capables d’intégrer culturellement la négativité, et avec elle les maladies dues notamment à des dégénérescences du cerveau. On peut souligner de bonnes prises de recul avec l’exploitation d’auteurs comme Leibniz ou Varela, peu présents dans ce débat très anglo-saxon.

La question des croyances et des raisons de croire qui nous portent à juger et à agir anime la philosophie depuis l’Antiquité. Alban Bouvier et Raphaël Künstler [9] proposent, à partir de la traduction d’un article de Laurence Jonathan Cohen et de six contributions, de revisiter cette thématique. C’est à partir de la distinction principielle entre croyance (*belief*) et acceptation (*acceptance*), posée par Cohen, que s’articule l’ensemble du recueil qui croise analyses conceptuelles et études de cas. Les mécanismes à l’œuvre dans les croyances collectives sont explorés aussi bien sur le cas du projet d’agression terroriste par un djihadiste que sur l’« affaire » Outreau, le militantisme environnementaliste et l’idéologie du Front national. L’interrogation sur le sujet de la croyance collective est revisitée à partir du cas de Solidarnosc. Enfin, la portée de la distinction entre croyance et

acceptation est analysée dans le champ de l'épistémologie et de la philosophie des sciences.

Recensions de :

- Charles Girard : 1, 10, 16, 24, 28, 59, 60.
- Caroline Guibet Lafaye : 3, 4, 8, 9, 11, 18, 19, 20, 21, 26, 31, 33, 34, 35, 36, 39, 41, 43, 44, 45, 46, 49, 50, 51, 52, 54, 55, 56, 61, 62, 63, 64.
- Clément Mougombili : 48.
- Emmanuel Picavet : 12, 13, 14, 17, 25, 27, 37, 42, 57.
- Bernard Reber : 2, 5, 6, 7, 15, 22, 23, 29, 30, 32, 38, 47, 53, 58.
- Cédric Rio : 40.

